



## L'Europe approuve un accord de renvoi d'immigrés illégaux au Pakistan

STRASBOURG (Parlement européen), 21 sept 2010 (AFP) - L'UE a approuvé mardi un accord controversé qui prévoit le renvoi au Pakistan de plusieurs milliers d'immigrés de ce pays et de l'Afghanistan voisins arrivés illégalement, à la suite d'un vote positif en ce sens du Parlement européen.

Le texte, négocié pendant huit ans par la Commission européenne dans le cadre d'efforts plus large de resserrement de la coopération avec Islamabad, a été voté par une majorité des élus, venant des formations de la droite et des libéraux, les eurodéputés de gauche et des Verts s'y opposant.

Il s'agit d'un "accord de réadmission" au Pakistan de personnes en séjour irrégulier. Quelque 13.000 ressortissants pakistanais ont été appréhendés en 2008 en Europe en séjour irrégulier.

Mais le retour portera aussi sur de nombreux Afghans passés par le Pakistan pour venir en Europe.

Les Etats européens et la Commission européenne estiment que les garde-fous sont suffisants pour garantir que ces retours seront réalisés dans le respect du droit international et en protégeant les personnes concernées contre des abus par les autorités locales une fois revenues.

Ils jugent aussi que cela permettra de lutter contre les filières d'immigration clandestines.

"Ces accords de réadmission existent depuis longtemps", a fait valoir au Parlement la commissaire européenne aux Affaires intérieures, Cecilia Malmström. L'UE en a conclu onze à ce jour. "Si nous voulons être crédibles à l'égard des citoyens européens en matière de politique migratoire, il faut que ceux qui n'ont pas de titre de séjour légal pour rester sur le territoire (européen) soient renvoyés" chez eux.

Ce n'est pas l'avis de la gauche et des élus écologistes européens, qui ont dénoncé un accord "scandaleux car il n'y a aucune garantie" pour les personnes concernées.

"Le Pakistan n'a pas ratifié la Convention de Genève sur les réfugiés", estime l'élue verte française Nicole Kiil-Nielsen.

"Il y a des problèmes de non-respect des droits de l'homme au Pakistan, la peine de mort, les tortures en prison, les crimes d'honneur, des minorités non protégées", a-t-elle estimé, soulignant en outre que les Afghans seraient eux "renvoyés sous les bombes que nous leur lançons" dans leur pays.